

Jacques Cheminade.fr

La France avec les yeux du futur

Archives

Une voix

dimanche 8 octobre 2006

Alors que la crise financière et monétaire internationale se manifeste brutalement et que l'administration Bush prépare une frappe contre l'Iran après avoir fait voter au Congrès américain, le 29 septembre, une loi scélérate enterrant les Conventions de Genève et donnant de fait au Président un droit de torture, la campagne présidentielle de 2007 se déroule chez nous comme si le monde extérieur était normal. Dans *L'étrange Défaite*, Marc Bloch constatait déjà, en 1940, que la France avait été incapable de mener pendant les années 30 une politique « d'indépendance nationale à l'égard de l'étranger », accordée à une politique intérieure de progrès et de justice sociale. Aujourd'hui, une fois de plus, nos dirigeants avancent en aveugles sur une corde raide.

Pire encore, la rencontre de Nicolas Sarkozy avec George Bush exprime de fait le choix de la collaboration avec l'inadmissible. Qu'il soit à présent rejoint par M. Dominique Perben, auteur de la loi Perben II attentatoire aux libertés publiques, tout comme la loi Patriot de l'ex-ministre de la Justice de George Bush, John Ashcroft, est plus que symbolique. M. Sarkozy a d'ailleurs, après avoir menti sur le vol des jeunes à Clichy-sous-Bois en novembre 2005 et aujourd'hui sur la préméditation de l'attaque contre les CRS à la cité des Tarterêts, exhibé son caractère inhumain - et incompétent - en laissant pourrir la situation des squatteurs de Cachan pour apparaître comme le défenseur de la loi et de l'ordre.

François Fillon, son bras droit, vient d'écrire *La France peut supporter la vérité*, titre emprunté à une affirmation de Pierre Mendès-France, pour défendre les idées les plus éculées de l'ultra-libéralisme : lui non plus n'en est pas à un sophisme près. Il est vrai que c'est un cabinet américain de conseil international en stratégie, le Boston Consulting Group (BCG) qui anime le groupe de travail de l'UMP emmené par... Fillon François.

Quant à ATTAC, hier fausse lumière de la gauche de la gauche, elle va proposer aujourd'hui, suivant Bernard Cassen, « des mesures qu'un gouvernement peut appliquer sans être pris dans les contraintes européennes et mondiales ». Ségolène Royal et ses deux concurrents se situent eux aussi, pour l'instant, dans la règle du jeu et se condamnent ainsi à l'impuissance.

C'est pourquoi ma candidature peut revêtir une grande importance. Bousculant la règle du jeu, à partir d'un poste d'éclaireur, d'inspirateur et de catalyseur, elle doit permettre d'insérer dans la campagne un ton de vérité et une orientation de justice qui, pour l'instant, en sont absents. L'acharnement de la presse bien pensante - *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Parisien* et même *Marianne* - contre les « petits candidats » montre bien qu'elle entend réserver l'arène politique aux « grands ».

On dit (*Le Monde* du 7 octobre) que « les maires ont le droit de ne pas signer ». C'est vrai. Mais exercer ce droit reviendrait pour eux à soutenir par défaut l'appareil des grands partis, et donc les condamnerait à ne plus pouvoir se plaindre. Avec moi, au contraire, et surtout avec notre organisation internationale et nos écrits, ils trouveront une voix et l'horizon d'un projet.
